

révolutionnaires⁹³, et, sur le plan international, par exemple l'IJAN (International Jewish anti-Zionist Network) créé en 2008.⁹⁴ Il existe aussi des organisations religieuses antisionistes. Ainsi des ultra-orthodoxes comme Naturei Karta, chez lesquelles se concentre le refus de reconnaître la légitimité de l'État d'Israël. La propagande sioniste ne se prive pas de traiter les adeptes de ces courants de renégats et de traîtres.

L'établissement de l'identification spacieuse *antisémitisme* = *antisémitisme*, qui est loin d'être neuve, était jusqu'ici le fait des ultras du Sionisme, qu'il soit israélien, européen ou nord-américain.⁹⁵ Il a fallu la contamination d'une bonne partie des organisations juives françaises et du CRIF par la politique droitière extrémiste de Benyamin Netanyahu pour projeter cette identification non seulement sur toute critique d'Israël et de sa politique antipalestinienne, mais encore sur toute critique du gouvernement israélien actuel. Beaucoup d'auteurs, chercheurs et journalistes ont récemment fait les frais de ces calomnies honteuses, comme Edgar Morin, Stéphane Hessel, Pascal Boniface ou Charles Enderlin. Heureusement, l'indignation provoquée par ces campagnes a en partie compensé l'accusation ainsi proférée.

93. Voir notamment, sur leur site, « Manifeste des 300 » : la lutte contre l'antisémitisme n'est pas soluble dans l'islamophobie », mis en ligne le 25 avril 2018.

94. L'IJAN revendique notamment « le démantèlement du régime d'apartheid israélien, le retour des réfugiés palestiniens et la fin de la colonisation israélienne sur la Palestine historique », voir la *Charte* du Réseau Juif International Antisioniste (IJAN), sur le site de France Palestine, le 28 octobre 2008.

95. Voir plus loin pour la France, p. 160.

SUR LE NETTOYAGE ETHNIQUE EN PALESTINE

* *

L'installation des Juifs en Palestine et l'édification de l'État d'Israël ont opéré un bouleversement immense dans la relation entre Juifs et non-Juifs, non seulement en Europe, Russie comprise, et aux Amériques mais aussi dans les Mondes arabe et islamique. Il n'est pas nécessaire de refaire ici l'histoire de la Palestine, elle est elle aussi assez connue. Il est cependant utile d'y relever quelques points en relation étroite avec mon propos.

Sur le Sionisme et les plans impérialistes

D'entrée, la création d'une terre pour les Juifs s'inscrit dans le dépeçage impérialiste européen de l'Empire ottoman. Maxime Rodinson l'a exprimé avec clarté :

« [...] La formation de l'État d'Israël sur la terre palestinienne est l'aboutissement d'un processus qui s'insère parfaitement dans le grand mouvement d'expansion européen-américain des XIX^e et XX^e siècles pour peupler ou dominer économiquement et politiquement les autres terres. Il s'agit d'ailleurs d'un diagnostic évident et je n'ai employé tant de mots pour l'énoncer que par la faute des efforts désespérés qu'on a multipliés pour le dissimuler. Il s'agit là de faits. Pour ce qui est des termes, il me semble que celui de processus colonial convient fort bien, étant donné le parallélisme évident avec les phénomènes qu'on s'accorde à nommer ainsi. »⁹⁶ Il ne me reste plus, après cette caractérisation pondérée, qu'à apporter quelques compléments qui me semblent significatifs.

96. MAXIME RODINSON, « Israël, fait colonial », article paru dans *Les Temps modernes*, 1^{er} sem. 1967, et repris en 1981 dans *Peuple juif ou problème juif?*, déjà cité, p. 233.

Sur La Peyrère et Bonaparte.

Faisant référence au diplomate du XVII^e siècle Isaac de La Peyrère, Maxime Rodinson parle d'un projet de « colonisation de la Palestine sous égide française des Juifs convertis (comme lui). »⁹⁷ Le fait important n'est pas que l'homme n'était pas juif converti. C'est que, resté calviniste, il plaidait, bien avant les Évangéliques d'aujourd'hui, pour une conversion des Juifs au Christianisme et pour une installation de Chrétiens et de Juifs en Palestine.⁹⁸

Maxime Rodinson fait encore allusion à un projet de Bonaparte⁹⁹, et de fait, la rumeur persiste sur une *Proclamation à la nation juive* appelant les Juifs du monde entier à affluer en Palestine sous la protection des armes françaises, prétendument lancée le 1^{er} floréal an VII de la République Française (20 avril 1799) par le général en chef de l'Armée d'Orient, soit Bonaparte, depuis le Quartier général de l'Armée d'Orient à Jérusalem. Cette proclamation semble confortée par une dépêche de Constantinople parue dans *Le Moniteur universel de Paris* du 28 germinal an VII (22 mai 1799), mais sa réalité est jugée hautement improbable par plusieurs historiens.¹⁰⁰

J'ai par ailleurs récemment découvert, par un documentaire russe intitulé *Les décembristes*¹⁰¹, qu'une des deux organisations des insurgés de 1825 projetait d'expulser 2 millions

97. MAXIME RODINSON, *Peuple juif ou problème juif?*, déjà cité, pp.141-142.

98. Voir notamment ISAAC (DE) LA PEYRÈRE, *Du rappel des Juifs*, s.l. : s.éd., 1643.

99. MAXIME RODINSON, *Peuple juif ou problème juif?*, déjà cité, p 42.

100. Voir notamment HENRY LAURENS, « Le projet d'État juif attribué à Bonaparte », *Orientales*, CRNS, 2007, pp. 123-143.

101. *Les décembristes* (titre original : Дело Декабристов, « L'affaire décembriste »), film de 52 mn de Maxim Bepaly, 2016, diffusé en mai et décembre 2018 sur la chaîne *Toute l'histoire*.

de Juifs de l'Empire tsariste vers la Palestine. Cela n'eût pu être obtenu que par une guerre qui mit la mise à genoux de l'Empire ottoman et eût exigé en l'occurrence l'appui de la France et de l'Angleterre.

Sur un plan des Biblistes anglais.

J'ai pu lire, dans un extrait du *Globe* de Londres cité par le *Journal des Débats* du 3 août 1840, un projet présenté par un correspondant de ce journal en Orient, au moment d'un énième épisode de la crise d'Orient qui menace d'éclater en guerre entre les puissances européennes. Après la victoire de Nézib par laquelle les troupes de Mohammed Ali (Méhémet Ali) ont battu à plate couture le 24 juin 1839 celles du sultan Mahmoud II en établissant sa domination sur la Syrie, l'Angleterre est parvenue à impliquer la Russie, l'Autriche et la Prusse dans un traité connu sous le nom *Mémorandum du 17 juillet*, qui exclut la France et bloque les aspirations de son protégé égyptien en prévoyant son élimination de Syrie. La nouvelle de l'éviction de la France du jeu oriental suscite une vive émotion à Paris : on y dénonce un « nouveau Waterloo », une nouvelle conférence de Vienne pour la diplomatie française.

C'est dans ces circonstances que germe dans le cerveau fertile d'un citoyen britannique résidant au Levant, à moins que ce dernier ne soit le porte-voix du chef du Foreign Office, Henry John Temple, plus connu sous le nom de Palmerston lui-même, la suggestion de créer un État indépendant dans une Syrie arrachée à Mohammed Ali (Méhémet Ali), par un arrangement avec la France, et au Sultan avec dédommagement. L'idée d'une colonisation de la Palestine prend ici des contours très précis. Les Syriens étant « divisés en tribus qui n'ont aucune liaison entre elles », voilà qui justifie « d'introduire un élément unificateur dans ces populations, un élément

homogène qui soit de nature à les rapprocher.» Cet élément, ce seraient «les Juifs venus s'établir en Syrie.» De la sorte, ils arriveraient «de toutes les parties du monde», sachant que «leur gouvernement et leur indépendance seraient garantis par les grandes puissances européennes». Le correspondant du *Globe* poursuit : «S'il faut ajouter foi aux prédictions de l'Écriture, le rétablissement des Juifs en Syrie et en Palestine arrivera infailliblement un jour, et c'est une opinion fermement arrêtée dans l'esprit des Juifs et des Chrétiens, que cet événement se réalisera prochainement.»¹⁰²

Sur les Saint-Simoniens et le «retour en Palestine».

Je trouve intéressante la réaction à cette nouvelle venue de Londres, de la part du Saint-Simonien Gustave d'Eichthal, fils du banquier juif Louis d'Eichthal, converti au Catholicisme sous la Restauration afin d'éviter les discriminations politiques et professionnelles. Notons qu'au temps où il est encore secrétaire d'Auguste Comte, l'homme a séjourné de mars 1824 à septembre 1825 à Berlin chez un des fils du célèbre Moses Mendelssohn prénommé Abraham, grâce à qui il a été introduit dans les milieux intellectuels berlinois.

Outre qu'il traduit pour Comte le petit essai philosophique en neuf points de Kant¹⁰³, il fait part au futur père du positivisme de son admiration pour Hegel dont il peut suivre les cours à l'Université.¹⁰⁴ Il s'exclame : «Les Bibliistes anglais excluront encore les Musulmans de la Palestine!» Mais, faisant confiance en politique à la monarchie de Juillet, il s'en

102. Ce texte est connu de Gustave d'Eichthal par l'extrait d'un article du *Globe* de Londres publié dans le *Journal des débats* du 03 août 1840.

103. EMMANUEL KANT, «Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht», *Berlinische Monatschrift*, November 1784, pp. 385-411.

104. Voir HERVÉ LE BRET, *Les frères d'Eichthal*, PUPS, Paris, pp. 102-105.

console : «La France veut les y maintenir.»¹⁰⁵ Cette attitude n'est pas étonnante chez l'homme. Lui qui se réclame du Judaïsme dans son patrimoine religieux et culturel, qui était admirateur de Joseph Salvador, qui correspondit avec Stuart Mill, et qui écrivit sur la *Bible* et le Christianisme des œuvres éclipsées par la popularité d'Ernest Renan.¹⁰⁶ Pour en revenir à sa réaction à l'article du *Globe*, d'Eichthal ne peut que combattre la perspective d'une installation des Juifs en Palestine contre les Musulmans, lui qui vient d'écrire *Les Deux mondes*, texte où il milite pour que les Juifs soient un pont entre l'Occident et l'Orient.¹⁰⁷ Disons que sa position coïncide parfaitement sur ce sujet avec la vision géopolitique orientale d'Enfantin, telle que celui-ci l'expose d'Alger à son ami, le fabricant lyonnais François-Barthélemy Arlès-Dufour en 1840 : «Il y a pour l'Orient un avenir propre à l'Orient, et non un avenir que nous lui ferions à notre guise, et surtout que nous lui ferions avec l'élément le plus vieux qu'il renferme dans son sein, avec des Juifs, des Chrétiens de mille sectes, des Syriens, etc.»¹⁰⁸ Position sans équivoque.

C'est pourquoi, lorsqu'il écrit : «Il existe au moins deux endroits, dans l'œuvre d'Enfantin, où se trouve proposée et prédite la naissance d'un État juif», l'essayiste et romancier

105. GUSTAVE D'EICHTHAL, *Lettre à Ismaïl Urbain* du 05 août 1840, ms. BnF, Arsenal 13741/88.

106. Notons qu'il existe un projet de publication de cette correspondance, auquel je participe avec la Société des études saint-simoniennes dans le cadre du projet ANR SAINT-SIMONISME 18-21. De nombreuses pages sont par ailleurs consacrées à Gustave d'Eichthal dans notre ouvrage intitulé *L'Orient d'Ismaïl Urbain, de l'Égypte à l'Algérie (1830-1840)*, éd. Geuthner, Paris, 2019.

107. GUSTAVE D'EICHTHAL, *Les Deux mondes*, Arthus Bertrand, Paris, 1836.

108. PROSPER ENFANTIN, *Lettre à François-Barthélemy Arlès-Dufour* du 28 octobre 1840, dans *Œuvres de Saint-Simon et Enfantin*, Dentu, Paris, XI (1867), pp. 116-117.

Jean-Pierre Callot, de son nom de plume Jean-Pierre Alem, prend à tort, dans l'un des passages qu'il cite, le mot *Israël*, dans l'autre la métaphore de la *Judée*, par lesquels Enfantin n'entend autre chose que «le peuple juif», pour l'État d'Israël.¹⁰⁹

C'est probablement à sa suite qu'à l'instar de ce que nous montre *La Parole des aveugles* de Breughel l'Ancien où chacun accomplit un pas de plus de son prédécesseur dans la chute, le géopolitologue Charles Zorgbibe a pu affirmer à son tour : «En 1836, Enfantin, le prophète du Saint-Simonisme [...] a la vision de la renaissance d'Israël : il dépêche son disciple, le financier juif d'Eichtal, auprès de Metternich pour tenter d'intéresser le chancelier autrichien à son grand dessein...»¹¹⁰

Je profite de cette évocation du courant saint-simonien pour rectifier également des propos inexacts tenus par Dominique Vidal quand il rappelle les origines du mouvement sioniste. Après avoir relevé le prétendu appel de Bonaparte au retour des Juifs en Palestine mentionné plus haut, l'essayiste écrit que «cette cause est notamment défendue par les Saint-Simoniens.»¹¹¹ Peut-être s'appuie-t-il sur l'étude faite par

109. Quand Enfantin écrit, dans un passage pris par l'essayiste dans une lettre à Heinrich Heine datée du 11 août 1835, ms. Ars 7618, 133v-138r, «aujourd'hui l'Orient appelle le peuple de Dieu : voilà le Juif errant, il se nomme Israël», il fait référence au rôle des Juifs comme pont entre l'Orient et l'Occident. Quand il parle de la Judée dans une lettre à Arlès-Dufour, correspondance à laquelle il fait allusion dans une autre lettre adressée à ce même ami datée du 26 janvier 1838 et éditée dans OSSE, XXXI, pp. 160-162 – en substituant cette fois au mot *Judée* celui de *Palestine* –, il précise pourtant : «la Judée, non pas comme terre, mais comme centre du monde juif», centre symbolique, il va de soi. JEAN-PIERRE ALEM, *Enfantin. Le Prophète aux sept visages*, Éditions J.- J. Pauvert, Paris, 1963, pp. 155-156.

110. CHARLES ZORGBIBE, *Terres trop promises. Une histoire du Proche-Orient*, La Manufacture (1990), Paris, éd 1991, p. 13.

111. DOMINIQUE VIDAL, *Antisionisme = antisémitisme?*, déjà cité, p. 12.

Esther Benbassa qui écrit : «L'Alliance israélite universelle est créée en 1860, à l'initiative d'une poignée de jeunes Juifs, dont certains saint-simoniens, visant à défendre la condition des Juifs dans le monde entier.»¹¹² En fait cette association fut créée par des gens qui, comme Adolphe Crémieux, alors âgé de 62 ans, Léopold Javal, 54 ans, ou Jules Carvallo, 46 ans, ne sont pas vraiment jeunes et, s'ils sont des amis des frères Pereire, ne se sont jamais proclamés saint-simoniens.

Surtout, l'Alliance s'est contentée de venir en aide aux Juifs de Tunisie ou de Palestine par la création d'écoles, mais n'a jamais encouragé la colonisation de ce dernier pays. On lit ainsi dans un compte rendu de séance de cette époque : «M. le rabbin Natonek, de Stuhlweissenburg, propose à l'Alliance de provoquer une conférence à Paris pour encourager la colonisation de la Terre-Sainte. Il sera répondu que cette proposition, paraissant faite pour favoriser l'émigration en Palestine, n'est pas d'accord avec la décision du Comité Central qui a pour but unique d'aider le développement de l'agriculture parmi les Israélites établis en Palestine».¹¹³

Il n'est rien à ajouter. En revanche, il est vrai qu'en France, Ernest de Laharanne, catholique libéral et secrétaire de Napoléon III, invite à la même époque, en 1860, à la création d'un État juif qui s'étendrait de Suez à Smyrne, rien de moins.¹¹⁴ On pourrait se contenter de dire : rêveries impériales! Cela prouve au moins que le *Judenstaat* de Théodore Herzl n'a

112. La chercheuse livre cette information dans plusieurs écrits. Le passage suivant est tiré de ESTHER BENBASSA, *De l'impossibilité de devenir français – Nos nouvelles mythologies nationales*, Paris : Les Liens qui Libèrent, Paris, 2012, p. 11, n. 12.

113. Voir le compte rendu de la «Séance du 20 mars 1867», dans le *Bulletin de l'Alliance israélite universelle*, 1^{er} sem. 1867, p. 10.

114. ERNEST LAHARANNE (de), *La Nouvelle Question d'Orient Empires d'Égypte et d'Arabie. La reconstitution de la nationalité juive*, E. Dentu, Paris, 1860.

rien d'une innovation historique. Loin d'être une conception indépendante, le projet sioniste s'inscrit d'emblée dans la vague européenne de conquêtes impériales du XIX^e siècle et, de façon contingente, se love dans les besoins de l'impérialisme britannique.¹¹⁵

La déclaration Balfour du 2 novembre 1917, qui prévoit « l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour les Juifs », n'est pas réciproquement un simple résultat de la compassion du Foreign Office pour les Juifs persécutés d'Europe centrale et orientale. Elle est un résultat nécessaire de la possibilité pour la Grande-Bretagne de mettre la main, en vertu du partage de l'Empire ottoman, et en dépit des accords Sykes-Picot avec la France, sur cette partie de la Syrie, en arabe *Bilād Shām*, qu'est la Palestine, résultat sanctionné par le mandat de la SDN (Société des Nations) de 1920.

Ceci est confirmé par la réaction extrêmement réticente du *Board of deputies of British Jews* aux propositions de Charles Henry Churchill, l'oncle de Winston, alors représentant de l'Angleterre en Syrie ottomane, faites à son président, Moses Montefiore, en 1842. Il s'agit de l'installation de colonies juives en Syrie et de l'établissement de la « souveraineté au moins sur la Palestine » avec l'appui de la Grande-Bretagne. Ce n'est pas le *Board* qui pousse à la roue – il se limite à l'aide philanthropique aux Juifs de Palestine –, c'est le *Foreign Office* lui-même, par le canal de son très officiel consul à Damas.¹¹⁶

115. Les deux routes de l'Inde passent alors pour lui : au nord, celle d'Alep qui mène à Bassora par l'Euphrate, au sud par celle d'Alexandrie vers la mer Rouge.

116. BONNIE GOODMAN, « Colonel Charles Henry Churchill's letter to Sir Moses Montefiore, a first in supporting a Jewish state in Palestine », dans le *Jerusalem Post* du 26 juin 2018.

Sur le rapport de la Commission King-Crane.

Mise en place par les seuls États-Unis au printemps 1919 sur l'idée du président Wilson qui cherche sans succès à la faire endosser par la Conférence de Versailles, la Commission King-Clarke remet en novembre 1919 un rapport, qui ne sera rendu public qu'en 1922 et qui reste aujourd'hui d'un grand intérêt historique. Après avoir affirmé leur sympathie pour la « cause juive », les rapporteurs affirment que la « reconnaissance d'un foyer national pour le peuple juif n'équivaut pas à faire de la Palestine un État juif et que la création d'un tel État juif ne pourrait être accomplie sans la plus grave offense [*trespass*] aux “droits civils et religieux des communautés non-juives en Palestine” ».

Ayant pu constater « de façon répétée », au printemps et en été 1919, que « les Sionistes visent une dépossession pratiquement complète des habitants non-juifs de Palestine, par différents moyens d'acquisition », ils émettent cette mise en garde :

« Soumettre un peuple si décidé [*minded*] à une immigration juive illimitée et à des pressions financières et sociales continues pour céder la terre, est une violation grossière du principe suscité [*i.e.* « la résolution du règlement des problèmes coloniaux par le libre consentement du peuple »], et « du droit des peuples, même s'il revêt des formes légales [*the forms of law*] ».¹¹⁷

Le fait que les États-Unis se feront, en 1947-1948, les ferments défenseurs de l'État d'Israël n'enlève rien à la validité historique de cette déclaration qui dépasse le cadre de la loi

117. On lit ces lignes au point E du *King-Crane Report on the Near East*, édité à New York par Editor & Publisher Co., 1922, vol. 55, n°27, en ligne à cette adresse : <http://www.hri.org/docs/king-crane/>.